

Zeitschrift: Berner Schulblatt
Herausgeber: Bernischer Lehrerverein
Band: 115 (1982)
Heft: 12

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

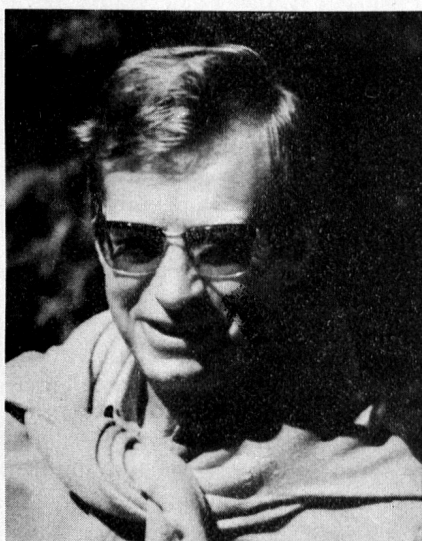
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Organ des bernischen Lehrervereins
115. Jahrgang. Bern, 26. März 1982

Organe de la Société des enseignants bernois
115^e année. Berne, 26 mars 1982

† Jean-Pierre Méroz (1917-1982)

Face à des espoirs hélas vains et à une réalité que l'on aimerait pouvoir dénier, il survient sans qu'on le veuille, un moment où nous souhaitons la délivrance à ceux qui luttent physiquement et moralement, en voyant chaque jour davantage les espérances s'amenuiser à l'horizon.



Pourtant, lorsque le soupçon d'espoir s'éteint, la nouvelle nous fait mal, nous étreint. Nous sommes consternés, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une personne nous touchant de près comme tel était le cas de M. Jean-Pierre Méroz pour ses collègues de travail et ses élèves.

Le destin a ravi un homme de valeur. Il l'a arraché à cette terre de l'Erguel qui l'a vu naître en 1917 et qui trouvera en lui un homme engagé sans limites pour la servir.

Après sa scolarité obligatoire, Jean-Pierre Méroz entre à l'Ecole normale de Porrentruy et obtient son diplôme d'instituteur en 1936. Période difficile pour les enseignants car le marché de l'emploi est saturé. Faute de trouver ressources dans sa région, le jeune instituteur émigre dans les Préalpes vaudoises. Il enseigne durant trois ans dans une école privée à Château-d'Ex. Puis il entreprend des études littéraires aux Universités de Neuchâtel et de Berne pour obtenir le brevet de maître secondaire en 1942. Jusqu'à la fin de la guerre, il partage son temps entre le service actif en tant qu'officier d'infanterie et les remplacements dans de nombreuses écoles du Jura bernois.

C'est en 1945 qu'il retrouve son village natal où il est nommé maître littéraire principal à l'école secondaire.

C'est alors qu'il peut se donner pleinement à sa vocation. Il fait bénéficier de nombreuses volées d'élèves de son savoir, de sa culture et surtout de la richesse de sa per-

sonnalité. Aimant ses élèves, aimés de ses élèves, c'est ainsi que nous avons connu personnellement Jean-Pierre Méroz lorsqu'il était notre professeur.

En 1966, il est nommé directeur des écoles secondaire et de commerce. Pendant plus de 15 ans, il met alors toutes ses forces, toute son énergie au service de ces deux écoles.

Il ne se retranche pas derrière son titre. Au contraire, le directeur est avant tout un collègue, un ami. Il sait écouter et conseiller. Ne prenant jamais de décision hâtivement, pondéré dans son appréciation, il a toujours en point de mire l'enfant, l'enfant qui est confié à son école. Il respecte et aime la jeunesse, souhaite lui donner la possibilité de s'exprimer, et est toujours à l'encourager. Sans répit il analyse le monde dans lequel vivent les jeunes et il comprend rapidement que l'école n'est pas quelque chose de rigide, mais qu'au contraire elle doit s'adapter à l'évolution de notre civilisation.

C'est une des raisons qui l'amène à siéger dans la commission du Centre de perfectionnement du corps enseignant et à nous encourager à nous remettre sans cesse en question. Jean-Pierre Méroz est un homme qui comprend et accepte l'évolution de la vie, oui mais sans renier toutefois les valeurs traditionnelles, barrières indispensables qui permettent de guider le changement.

Pour qu'une société vive, très vite il faut la servir et s'engager. Jean-Pierre Méroz perçoit l'importance de ces termes et se met à disposition dans de nombreuses associations professionnelles: il préside notamment la section jurassienne de la Société bernoise des maîtres des écoles moyennes de 1948 à 1952 et occupe la charge de vice-président de la Caisse de remplacement du corps enseignant.

Aujourd'hui ses collègues rendent un dernier hommage à un ami et c'est avec respect que nous nous inclinons devant l'éminent souvenir de Jean-Pierre Méroz dont les qualités n'ont cessé de faire honneur aux écoles qu'il dirigea avec tant de distinction.

P. L.

Inhalt - Sommaire

† Jean-Pierre Méroz (1917-1982)	85
Après des élections définitives	86
Pestalozzi-Feier der Sektion Bern-Stadt	86
Bernischer Gymnasiallehrerverein	88
Zentralstelle für Lehrerfortbildung. Kursausschreibungen	88
Mitteilungen des Sekretariates	90
Communications du Secrétariat	90

Après des élections définitives

Remerciements

En février 1981, le groupe «Enseignants VPOD» et le groupe «Enseignants au chômage» de la SEJB lançaient une enquête auprès des jeunes enseignants brevetés ces cinq dernières années. Il en ressortait entre autres que, à Bienne, plus de 531 heures hebdomadaires d'enseignement primaire étaient données par des enseignants nommés provisoirement. Une délégation des deux groupes sus-mentionnés s'approchait, en juin, de la Commission des écoles primaires de la ville de Bienne pour essayer de trouver une solution.

En décembre 1981, la Commission d'école biennoise proposait la nomination définitive de dix-sept enseignant(e)s. Et c'est en février que le Conseil de Ville de Bienne ratifiait cette proposition.

Nous remercions vivement la Commission d'école pour sa démarche efficace et souhaitons qu'elle sera un exemple pour d'autres commissions d'école.

Pour le groupe «Enseignants VPOD»

Guy Lévy, Marisa Widmer

Pour le groupe SEJB

«Enseignants au chômage»

Yvette Liechti, Claire Maurer

Bienne, le 1^{er} mars 1982

Pestalozzi-Feier der Sektion Bern-Stadt

Max Suter, neuer Präsident der Sektion, eröffnete die Feier vom 13. März in der Aula des Gymnasiums Hochfeld, indem er auf die erste Pestalozzi-Feier im Jahre 1896 hinwies, die damals aus Anlass des 150. Geburtstages Pestalozzis stattfand und dann zur alljährlichen Tradition wurde. Sie bestand 1896 aus einer Feier für die Schuljugend und anschliessend aus einer solchen für die Lehrerschaft und die Behörden. Tags darauf, am Sonntag, fand erst noch eine öffentliche Feier in der Französischen Kirche statt. – Man ist mit den Jahren immer bescheidener geworden. Der Anlass beansprucht jetzt selten mehr als zwei Stunden. Die 25 und 40 Jahre im Schuldienst stehenden Kolleginnen und Kollegen werden geehrt und die Veteranen ernannt, umrahmt von musikalischen Darbietungen, und zum Schluss der Tagung wird von einem durch den Sektionsvorstand bestimmten Referenten ein Vortrag gehalten.

Präsident Suter gestand, dass ihm das heutige Vortragsthema von Jürg Jegge, «Der Siegfried-Komplex», rätselhaft sei, und gewiss waren alle Anwesenden – die Aula war voll besetzt – gespannt, was unter diesem Titel zur Sprache kommen sollte.

Jürg Jegge, Lehrer und Liedermacher in Rorbas ZH, Verfasser von «Dummheit ist lernbar», sprach einleitend in schalkhafter Art von sich selbst, wie er aufgewachsen und dazu gekommen sei, Lehrer zu werden, sprach von

seinen Untersuchungen als Liedersänger, Artikel- und Bücherschreiber. Seine Situation («... auch die Ihre»): «Auf den verschiedensten Gebieten begabt (darum hat es seinerzeit geheissen: Der muss ins Seminar), aber doch nicht so ausgeprägt, so farbig, dass es für irgend etwas Grossartiges gereicht hätte.» Und sagte weiter, wer nicht wegen Durchschnittlichkeit Lehrer werde, komme eben wegen seines Siegfried-Komplexes zu diesem Beruf, der Verpflichtung, etwas Heldenhaftes zu vollbringen, wie dies für Siegfried von seiner Mutter vorausbestimmt und er dann entsprechend erzogen wurde. Dieser Helden-Siegfried habe keine Chance gehabt, selber ein eigener Mensch zu werden. Und so gebe es eben auch viele Lehrer, die in der Schule nicht sich selber als Mensch seien. Die Erfordernisse des Lehrplans, das Notengeben und die Selektion der Schüler gingen weit über sie und ihre Schüler hinaus. «Aber: Wo Helden sind, liegen nicht nur Lorbeerkränze herum, sondern auch Leichen.» Die Lösung, sagte Jegge, würde darin bestehen, «auf den ganzen Vorbild-Krampf zu verzichten, die Siegfried-Rolle abzulehnen, keinen Wert darauf zu legen, ein verzweifelter Held zu sein». Das sei allerdings ein Vorschlag, der selten gemacht und noch seltener befolgt werde. Das Wichtigste, was die jungen Menschen lernen, erfahren müssten, sei: «Das, was ich zu bieten habe als Mensch, reicht eigentlich aus. Es ist nicht nötig, dass ich noch zusätzlich moralische oder intellektuelle Turnübungen veranstalte. Es ist genug, dass es mich gibt, und es ist schön, dass es mich gibt.»

(Um es vorwegzunehmen: Nach der Feier hörte man da und dort von Zuhörern, sie möchten Herrn Jegge statt als Lehrer von sechs bis acht Sonderschülern (ohne Lehrplan?) in Wohnstubenatmosphäre gerne einmal als Lehrer vor einer unserer Schulklassen mit 20 bis 30 «normalen» Kindern sehen, mit dem Auftrag und der Verpflichtung, die Schüler entsprechend ihrer Begabung mit dem erforderlichen Wissen und Können in eine andere Schulstufe weiterzugeben.)

Der Vortrag Jegges, ein verzerrtes Bild des Lehrers, mag viele betroffen haben, er hat aber gewiss auch zum Nachdenken und Überprüfen des eigenen Verhaltens in der Schulstube geführt.

Was der Städtische Schuldirektor, Dr. Kurt Kipfer, zu sagen hatte, wurde gerne zur Kenntnis genommen und dürfte nicht weniger Anlass zum Überdenken gegeben haben. Seine Ansprache anlässlich der Ehrung der 25 und 40 Jahre im Amte stehenden Kolleginnen und Kollegen (sie wurden nicht nur mit Worten, sondern auch mit einem Holzschnitt des Berner Künstlers Ulrich Güdel, den Markt darstellend, beschenkt) sei hier vollinhaltlich wiedergegeben:

«Von je her spiegelt Schule Gesellschaft mit ihren Licht- und Schattenseiten. Schule ist einer jener Lebensbereiche, in denen der junge Mensch geformt wird. Geformt heute im Hinblick auf den Existenzkampf, auf die Konkurrenzverhältnisse, auf die Wertmassstäbe und die Hierarchien in unserer sozialen Situation. Elternhaus und Schule teilen sich in die Erziehungsaufgaben und die Bildungsaufträge, und beide Instanzen sind in der konkreten Situation der Gegenwart verwurzelt, sind im Netz der verflochtenen Beziehungen gefangen und wenden inhaltlich, methodisch und didaktisch an, was sich im heutigen Leben unterwegs bei Hunderttausenden und Millionen von Menschen als erfolgreich erwies, was sich somit aufdrängt und was also empirisch richtig zu sein hat. Allfällige Vorwürfe sind nicht an 'die Schule' oder

an ‚die Familie‘ zu richten; Vorwürfe treffen andere Institutionen, andere gesellschaftliche Systeme; sie treffen den Egoismus, sie treffen Überwertigkeitsideen, sie treffen Kasten- und Klassenprivilegien, Wirtschaftssysteme, Freud- und Mutlosigkeit, Rücksichtslosigkeit, das Schwarz-weiss-Denken; Vorwürfe treffen die, die theoretisch möchten, praktisch aber nicht wollen, sie treffen die, die gestern nichts, heute ‚vielleicht‘ und morgen ‚nein‘ sagen; Vorwürfe treffen Menschen, die eine Rolle spielen, die sie sich angemasst haben, eine Rolle, die nicht zu ihnen und zu ihrer Person, sondern bestenfalls zu ihrer Stellung, ihrer Funktion, zu ihrer Rädchenrolle im grossen fragwürdigen Räderwerk unserer Gegenwart passt. Vorwürfe, in Erziehung und Bildung unserer Kinder etwas falsch zu machen, etwas verkehrt laufen zu lassen, etwas zu unterlassen, treffen uns als Menschen. Als Menschen, die fühlen, sehen, beobachten, reflektieren, denken, kombinieren, werten, entscheiden, schreien und handeln könnten.

Der Lehrer, die Lehrerin, wer auch immer heute irgendwo im Bildungswesen, im öffentlichen Leben überhaupt steht, hat es schwer. Die Aufgabe ist riesengross. Die Verantwortung kaum zu tragen. Die Konsequenzen unabsehbar. Die Kritik masslos. Der Schulalltag, die konkreten Erwartungen an Lehrer, Schule und Bildung sind himmelweit von einer idealen Pädagogik entfernt. Unser Arbeitsalltag steht mit dem Humanismus, mit Hoffnungen und Vertrauen auf die Gemeinschaft und mitmenschliche Verantwortung auf Kriegsfuss. Solidarität gedeiht nicht, wenn jeder besser sein will als jeder. Kopf und Hand verkümmern, wenn das Herz nie konnte oder nicht mehr kann. Zeugnisse und Prüfungen machen krank und nicht gescheit. Wo sortiert und ausgeschaut wird, dürfen Zuneigung und Zuwendung bestenfalls noch lindern.

Im Bereich ‚Schule‘ wird gekämpft. Man kämpft um eine bessere Schule, man kämpft gegen und für die Schule, wie sie ist oder wie sie in Dutzenden von Formen, mit Dutzenden von Zielsetzungen und entsprechend den verschiedensten Gerechtigkeiten morgen sein sollte. Wer in der Öffentlichkeit tätig ist, ist angreifbar; wer im Glashaus der Schule sitzt, ist sichtbar. Wer zuvorderst in einem umkämpften Bereich streitet, ist verletzlich. Sichtbare, angreifbare, verletzliche Berufsleute leben gefährlicher als ihre Kritiker, die meist ohne persönliches Risiko, ohne Angst vor Konsequenzen, ohne besondere Kompetenz und manchmal aus sicherer Deckung und oft recht ungezielt Pfeile schiessen. Müssten wir nicht einmal sagen, dass viel persönlich Gemeintes und viele auf die Lehrer gemünzten Dinge das System treffen? Von einer Eiche kann man keine Äpfel pflücken. Und aus einer schulwesenorientierten Institution erwachsen keine kinder- und menschenorientierten Lehrziele, Lehrpläne, Lehrer und Eltern. Wir danken heute nicht allein Veteranen und Jubilaren. Diese Ehrungen mögen ein Grund sein, zur Pestalozzi-feier jährlich zusammenzukommen. Ein Grund unter vielen, mehr nicht. Es gibt aber viele andere Gründe für eine Feier wie die. Es gibt pädagogische, humanistische, historische Veranlassungen dazu. Anlass könnte auch unser gutes oder weniger gutes Gewissen dem Werk und jenem Menschen gegenüber sein, der wohl zu den meistzitierten Persönlichkeiten der Geistesgeschichte zählt. Lehrerinnen, Lehrer sind in jedem Fall Nachfolger Pestalozzis; sie sind Verwalter eines gewachsenen, gemehrten und neu verteilten Erbes. Sie sind die Hoffnung

dessen, der Liebe, Zuneigung und Vertrauen gab und der wie kaum ein anderer wusste, dass sich niemand Liebe, Zuneigung und Vertrauen kaufen oder abkaufen lassen kann. Ihnen, meine Damen und Herren, die Sie sich im Erzieherberuf um Menschen bemühen, drücken die Behörden den herzlichen Dank und ihre Anerkennung aus. Der Dank gilt Ihrem Einsatz und Ihrem Können, die Anerkennung Ihrem Bemühen um die Erneuerung, um die Vermenschlichung, um die Überprüfung Ihrer Lehrerrolle. Lehrer sein bedeutet nicht nur einen Beruf ausüben; Lehrer sein meint nicht allein die Bedeutung des Berufsstandes im Zusammenspiel der sozial gestaltenden Mechanismen; Lehrer sein heisst ja vor allem Übernahme einer bestimmten gesellschaftlichen Funktion, einer Funktion, die motiviert, zu individuellen Qualifikationen verhilft, sozialisiert.

Wer wahrhaft Lehrer ist, gibt sich und von seinen Gefühlen weiter. Wer immer das tun will: er kann es doch nur, weil wir bereit sind dafür.

Und weil wir meinen, darauf gewartet zu haben.

Weil wir glauben, das Engagement und Gefühle zu verstehen.

Weil wir sie verstehen.

Nur das hilft weiter.

Wir alle müssen so arbeiten, dass die Mutter, die ein Kind gebärt, dass der Arbeiter, der Brot herstellt, der unsere Häuser baut, der Eisen absticht, dass jeder und jede unserem Bemühen gegenüber Verständnis haben. Bei Gedenkanklässen sind wir Schweizer immer ein wenig verklemmt und verunsichert. Wir wissen nie recht, ob es eine Feier ist oder ein Fest. Für uns alle ist die Pestalozzi-feier wirklich eine Feier.»

Zu den in den Ruhestand tretenden Kolleginnen und Kollegen sagte Sektionspräsident *Max Suter*:

«Liebe zukünftige Veteraninnen und Veteranen

Das Erziehen von Kindern und ihr Heranführen zu verantwortungsbewussten Menschen und Staatsbürgern war sicher in Eurer beruflichen Tätigkeit Euer vordergründigstes Ziel. Ob Ihr dieses Ziel mit der Erteilung Eures Unterrichtes jeweils erreicht habt, kann kaum überprüft werden. Nicht selten ist es Euch aber sicher trotzdem gelungen, ein Echo auf Eure Arbeit zu erhalten. Mit grosser persönlicher Freude und Genugtuung konntet Ihr dann und wann feststellen, wie sich durch Eure Hingabe und seriöse Berufsauffassung Jugendliche zu Erwachsenen entwickelten, die sich im späteren Leben behaupten konnten. Gerade diese ewig auf uns wirkenden Rückmeldungen sind doch ein gewichtiger Bestandteil unseres schönen Lehrerberufes.

Wer sich wie Ihr, liebe Veteranen, ein Leben lang für die Schule, die Kinder und den Staat aufopferte, hat ein Anrecht auf grosse Anerkennung durch seine Mitmenschen. Diese Anerkennung seitens des Lehrervereins, der Behörden und aller noch aktiven Kolleginnen und Kollegen kann ich Euch auf jeden Fall garantieren. Sicher werden die schönen Erlebnisse aus der aktiven Schulzeit die trüben überstrahlen. Ihr werdet, sofern es die Gesundheit zulässt, nun Zeit haben, vieles nachzuholen und neu anzupacken. Für den neuen Lebensabschnitt wünsche ich Euch viel Mut und Zuversicht.»

Umrahmt wurden die Ehrungen mit Aufführungen des Orchesters des Gymnasiums Kirchenfeld unter der Leitung von Bruno Goetze (Spieluhr-Sinfonie op. 118 von Bernard Schulé, Schweizer Erstaufführung) und

vom sehr grossen Kammerchor des Real- und Wirtschaftsgymnasiums Kirchenfeld unter der Leitung von François Gerber (vier slowakische Volkslieder von Béla Bartók). Beidemale waren die Zuhörenden offensichtlich beglückt von den mit jugendlichem Schwung musizierten Darbietungen, die denn auch kräftigen Applaus ernten durften.

H. A.

Anlässlich der Pestalozzi-Feier wurden geehrt

Für 40 Jahre Schuldienst

Dr. Hans Hubschmid und Heinrich Beglinger (Untergymnasium Bern), Paul Wyss (Sek. Munzinger), Margaretha Hadorn (Prim. Stöckacker) und Elisabeth Salzmann-Frutig (Prim. Breitfeld).

Für 25 Jahre Schuldienst

Dr. Hans Hochuli und Konrad Stampbach (Gym. Kirchenfeld), Hans-Rudolf Schmid (Gym. Neufeld), Heinz Glatthard (Seminar Bern), Dr. Renate Müller (Seminar Marzili), Susanne Hurschler (Sek. Laubegg), Toni Loretan (Sek. Schwabgut), Heinz Müller (Sek. Munzinger), Beatrice Schären-Gullotti (Sek. Wankdorf), Dr. Rudolf Winterberger (Sek. Hochfeld), Charlotte Badertscher-Rohrer (Prim. Altstadt), Paul Bill (Prim. Sulgenbach), Hugo Maler (Prim. Breitfeld), Hans Pfister (Kleinklasse A), Bernhard Stirnemann (Prim. Schosshalde), Lotte Sumanac-Wüthrich (Prim. Brunnmatt), Irmgard Bartolome (Sprachheildienst), Ursula Zimmerli-Schär (Frauensschule), Elisabeth Iseli-Blaser (Arbeitslehrerin Brunnmatt), Dr. Herbert Vogt (Berufsschule für Verwaltung), Kurt Gautschi und Walter Schütz (Gewerbeschule), Rudolf Etter und Dr. Walter Siegenthaler (Kaufm. Berufsschule), Rudolf Aellig, Fritz Scheidegger und Peter Wild (Lehrwerkstätten), Arnold Rysler (Wirtschaftsmittelschule).

Zu Veteranen wurden ernannt

Hans Peyer (Gym. Kirchenfeld), Prof. Gerhard Rätz (HLA Universität), Dr. Hans Schneeberger (Gym. Kirchenfeld), Dr. Hermann Bühler (Seminar Bern), Hans-Rudolf Egli (Seminar Bern), Elisabeth Fuhrer (Seminar Marzili), Paul Wyss (Sek. Munzinger), Alice Baumgartner (Prim. Kleefeld), Ulrich Gerber (Prim. Stapfenacker), Margaretha Hadorn (Prim. Stöckacker), Hans Herren (Prim. Höhe-Statthalter), Albin Hofmann (Prim. Sulgenbach), Wilhelm Mathys (Prim. Bethlehem), Eduard Meinerzhagen (Prim. Enge), Hans Roos (Kleinklassen B), Silvia Saegesser (ÜS Seminar Marzili), Marie Gaugler (KG Rossfeld), Danielle Curchod (Kaufm. Berufsschule), Dr. Paul Köchli (Kaufm. Berufsschule), Dr. Herbert Vogt (Berufsschule für Verwaltung), Max Blau (Gewerbeschule), Ernst Spring (Gewerbeschule), Martha Bucher-Gafner (Hauswirtschaftslehrerin).

Bernischer Gymnasiallehrerverein

Mitteilungen aus dem Vorstand

Der Vorstand hat sich in seiner Sitzung vom 9. März zuerst mit der Wahl des Themas für die *Jahresversammlung 1982* befasst und den Termin für die DV und JV auf *Mittwoch, den 3. November* festgesetzt. Nachdem 1981 die Frage nach der optimalen Vorbereitung auf die Oberstufe des Gymnasiums diskutiert worden ist (vgl. den

Bericht in der SLZ vom 28. Januar und 18. Februar 1982), soll nun im Sinne einer Fortsetzung die *optimale Vorbereitung auf die Universität* zur Sprache kommen.

Unter dem Traktandum «*Fragen im Umfeld der Statutenrevision BLV, VSG und BGV*» orientierte der Präsident vorerst über die Bemühungen zur Erhaltung der *Schweizerischen Lehrerzeitung*, die sehr auf das *Obligatorium der Berner Lehrer* angewiesen ist. Er bittet seine Kollegen im Hinblick auf die Abgeordnetenversammlung des BLV vom 26. Mai um Verständnis zu werben für dieses Obligatorium. Ein Beschluss über die Haltung des BGV soll in der nächsten Sitzung gefasst werden. Ferner soll bis dahin abgeklärt werden, wie sich die Gymnasiallehrerschaft und die direkt betroffenen Institutionen zu einer allfälligen *Fusion der verschiedenen Lohnersatzkassen* stellen würden.

Als Vertreter im neuen *Kantonalvorstand des BLV* stellt sich *Dr. Ch. Zürcher*, Deutsches Gymnasium Biel, noch bis 1986 zur Verfügung. Der Vorstand stimmt dieser Nomination einhellig zu und verdankt die seit 1980 im KV des BLV geleistete Arbeit unseres Kollegen. Auf die nächste Sitzung sind dem Vorstand des BGV *fünf Delegierte und zwei Ersatzdelegierte* zu melden, die unsere Stufenorganisation gemäss den neuen BLV Statuten (Art. 21/22) für vier Jahre in der *Abgeordnetenversammlung des BLV* vertreten. Wer sich dafür interessiert, wende sich bitte an das Vorstandsmitglied seiner Schule.

Als Hauptarbeit der Sitzung wurde ein *erster Entwurf zu neuen BGV Statuten* beraten, der in der nächsten Sitzung bereinigt und am 3. November der DV vorgelegt werden soll zuhanden der Urabstimmung.

Eine Orientierung und erste Aussprache drängte sich schliesslich auf zur jüngst wieder in der Öffentlichkeit aufgegriffenen Frage, ob an den öffentlichen bernischen Gymnasien der *Typus D* eingeführt werden solle. Bei allem Verständnis für dieses Anliegen – wie es auch unter den Vorstandsmitgliedern zum Ausdruck gebracht worden ist –, ist mit grösster Sorgfalt zu prüfen, ob die in letzter Zeit verschiedentlich diskutierten und zum Teil auch eingeleiteten Reformen am Gymnasium (MAV Revision, Revision der kantonalen Maturitätsprüfungsverordnung, Gesamtrevision der bernischen Bildungsgesetzgebung, Reformen in den einzelnen Gymnasien) nicht andere Wege öffnen könnten, um die angemeldeten Bedürfnisse abzudecken.

Peter Wagner, Wirtschaftsgymnasium Bern-Neufeld, tritt auf den 31. März 1982 aus dem Vorstand zurück. Präsident und Vorstand verdanken ihm seine langjährige und ausgezeichnete Mitarbeit.

Datum der nächsten Sitzung: Mittwoch, den 5. Mai 1982.

Der Präsident des BGV: *Dr. Arthur Reber*

Zentralstelle für Lehrerfortbildung



Kursausschreibungen

In den folgenden Kursen sind noch Plätze frei. Nähere Angaben sind im Lehrerfortbildungs-Programmheft unter der entsprechenden Kursnummer zu finden. Bitte beachten Sie die Anmeldeadresse (die Kurse sind durch verschiedene Stellen organisiert).

Partnerschaftliche Zusammenarbeit zwischen Lehrer- Eltern-Schulbehörden / 17.1.2

Bern, je Mittwoch, 5., 12., 26. Mai und 2. Juni 1982, 17-19.30 Uhr, 4mal 2 1/2 Stunden.

Zusammenarbeit Eltern-Lehrer?! / 17.1.3

Gwatt, Heimstätte (evtl. anderer Ort), Auffahrt, 20. Mai 1982, 17 Uhr bis Sonntag, 22. Mai 1982, 16 Uhr.

Praxisberatung (Balint-Gruppe) / 17.1.10

Bern, Freitag, 30. April 1982, 16.30-19.30 Uhr, 10 mal, übrige Daten nach Vereinbarung.

Denkerziehung im Unterricht an der Primar- und Sekundarschule / 17.3.5

Bern, je Montag, 17., 24., 31. Mai, 7. und 14. Juni 1982, 17-19.30 Uhr, 5mal 2 1/2 Stunden.

Das Arbeitsverhalten des Lehrers / 17.3.10

Bern, Zentrum Bürenpark, je Dienstag, 11., 18., 25. Mai, 1. und 15. Juni 1982, 17-19 Uhr, 5mal 2 Stunden.

Impulse für ein neues Arbeiten in Religion/Lebenskunde 17.6.1, 17.6.2

Kerzers, je Donnerstag, 29. April, 13. und 27. Mai 1982, 17-19.30 Uhr, 3mal 2 1/2 Stunden.

Kehrsatz, je Freitag, 7., 21. Mai und 4. Juni 1982, 17-19.30 Uhr, 3mal 2 1/2 Stunden.

Dramatische Gestaltung (Child Drama) / 17.7.4

Lützelflüh, Kulturmühle, je Mittwoch, 28. April, 5., 12., 19., 26. Mai und 2. Juni 1982, 14-17.30 Uhr, 6mal 3 1/2 Stunden.

Mit dem literarischen Lesebuch arbeiten / 17.7.14

Rüegsaachsen, je Dienstag, 4., 11., 18. und 25. Mai 1982, 17.15-19.15 Uhr, 4mal 2 Stunden.

«Bonne chance!»: Bewegung, Klang und Rhythmus im Anfangsunterricht / 17.8.8

Bern, ab Dienstag, 27. April 1982, 17-19 Uhr, 3mal 2 Stunden.

Mathematik für Sekundarlehrer/innen: Einführungskurs ins Arbeitsheft Sachrechnen, 9. Schuljahr / 17.9.17

Bern, je Montag, 3. und 10. Mai 1982, 17-19 Uhr, 2mal 2 Stunden.

Wahrscheinlichkeitsrechnung/Statistik I / 17.9.23

Bern, je Montag, ab 26. April 1982, 17.45-20.45 Uhr, 6mal 3 Stunden.

Bewegung / 17.11.13

Bern, je Freitag, 14., 21. Mai, 4., 11. und 18. Juni 1982, 17-19 Uhr, 5mal 2 Stunden.

Chemie-Versuche im Unterricht / 17.11.24

Bern, je Donnerstag, ab 29. April 1982, 16-18 Uhr, 5-7mal 2 Stunden.

Vom Raum zur Fläche / 17.12.10, 13, 14

Biel, je Freitag, ab 7. Mai 1982, 14-17 Uhr, 6mal 3 Stunden.

Schönbühl, je Dienstag, ab 27. April 1982, 17-20 Uhr, 6mal 3 Stunden.

Thun, je Mittwoch, ab 5. Mai 1982, 14-17 Uhr, 6mal 3 Stunden.

Der Holzschnitt «La Symphonie» von Felix Vallotton / 17.12.20

Bern, je Mittwoch, 5., 12. und 26. Mai 1982, 16-18.30 Uhr, 3mal 2 1/2 Stunden.

Volksmusik – was ist das eigentlich? / 17.13.12

Bern, je Freitag, 7., 14., 21., 28. Mai und 4. Juni 1982, 17-19.30 Uhr, 5mal 2 1/2 Stunden.

Pour mieux se connaître... mit Tanz! / 17.14.1

Biel, je Mittwoch, ab 28. April 1982, 17-19 Uhr, 6mal 2 Stunden.

Dekoratives Brennen mit Brennstempeln / 17.15.31

Bern, ab 28. April 1982, 6 Mittwochnachmittage.

Koordinationskommission Fremdsprachunterricht der NW EDK

Intensivkurs Französisch für Oberstufenlehrer, 12.-24. Juli 1982 in Neuchâtel

Die EDK-Ost organisiert in den Sommerferien 1982, 12.-24. Juli in Neuchâtel, einen Intensivkurs für Oberstufenlehrer. Weil die Ostschweizer aufgrund der Zahl provisorischer Anmeldungen den Kurs doppelt führen müssen und sie noch etwas freie Kapazität haben, offerieren sie unserer Region einige Plätze. Kosten: Die Zentralstelle für Lehrerfortbildung übernimmt das Kursgeld und einen Anteil von Fr. 240.- an Reise, Vollpension, Exkursionen.

Bei der Zentralstelle für Lehrerfortbildung, Telefon 031 24 43 03 (Frau Urech) können angefordert werden:

- Orientierung über den Kurs
- Anmeldeformular

Anmeldungen bis 10. April 1982 an die *Zentralstelle für Lehrerfortbildung, Sablistrasse 44, 3012 Bern.*

Kursausschreibung

In der Projektgruppe Physik- und Chemieunterricht auf der Oberstufe der Primar- und Sekundarschule können noch einige Primar- und Sekundarlehrer/innen mitarbeiten. Wir setzen Freude am Naturkundeunterricht voraus und die Bereitschaft, didaktische, fachliche und pädagogische Erfahrungen in diesem Fachbereich weiterzugeben.

Die Einführung in die Arbeit der Projektgruppe erfolgt in den beiden Kaderkursen.

Weitere Auskunft erteilt: *Hansrudolf Stauffer, Turnweg 156, 3251 Oberwil (032 81 21 20).*

Kaderkurs Einführung in die Physik

Erarbeiten eines Konzepts zur didaktischen und methodischen Einführung in die Arbeitspläne Physik für die Oberstufe der Volksschule des Kantons Bern.

Leitung

Hans R. Stauffer, Übungslehrer, Oberwil; C. A. Schwengeler, Lektor für Physikdidaktik am Lehramt, Bern.

1. Teil: *Sigriswil*, Hotel Bären, 10./11. Mai 1982, 2 Tage (nicht wie im Programmheft ausgeschrieben am 10./11. März 1982)

2. Teil: *Bern*, Sekundarlehramt, 5./6. August 1982, 2 Tage.

Anmeldungen bis 15. April 1982 an die *Zentralstelle für Lehrerfortbildung, Sablistrasse 44, 3012 Bern.*

Rencontre avec la Direction de l'instruction publique

Jeudi 18 février 1982, 14 heures à 16 heures

Participants

De la DIP: M. Henri-Louis Favre, directeur de l'Instruction publique, ainsi que MM. Hans Ulrich Bratschi, Urs Kramer, Roland Müller et Hanspeter Riesen.

De la SEB: Mme Liselotte Rickhaus, ainsi que MM. Moritz Baumberger, André Lüthy, Arthur Reber, Urs Rüfenacht, Ulrich Thomann, Hansulrich Wyler et Yves Monnin.

Conséquences des décisions de politique scolaire de la session de février

Après avoir salué cordialement les participants et remercié la SEB de sa collaboration, le directeur de l'Instruction publique passa rapidement en revue les décisions prises par le Grand Conseil. Il insista en particulier sur le fait que, lorsque les intérêts sont divergents, il est impossible de trouver des solutions qui satisfassent tout le monde. La DIP se réjouit que le Grand Conseil ait accordé les crédits nécessaires au déménagement de la Librairie de l'Etat qui pourra bientôt travailler dans de meilleures conditions. En ce qui concerne les crédits pour le perfectionnement des enseignants, une rencontre aura lieu prochainement avec la Direction des finances.

Le secrétaire central de la SEB, Moritz Baumberger, souleva alors trois points importants:

- Il estima que la discussion sur l'initiative «Réforme scolaire», bien qu'ayant abouti à une recommandation de rejet, permettait à la DIP de poursuivre ses travaux sans changements fondamentaux en vue de la révision totale des lois scolaires. Il releva que dans toutes les fractions on avait ressenti une ouverture à envisager certaines réformes modérées.
- Les organisations d'enseignants et la Direction de l'Instruction publique doivent tirer les conséquences de la décision de supprimer l'obligation des cours complémentaires ménagers de cinq semaines. Les communes et les commissions scolaires devront être informées, par la Feuille officielle scolaire, de la situation nouvelle et des possibilités actuelles d'organiser des cours facultatifs. Moritz Baumberger demande ce que pense entreprendre la DIP pour encourager de tels cours.

Il s'agira, à longue échéance, de créer dans le cadre de la loi sur la formation des adultes de nouvelles bases légales pour le perfectionnement ménager. Il s'agit aussi d'examiner les conditions d'engagement des enseignantes en économie familiale pour de tels cours en particulier en ce qui concerne le temps de travail, le traitement, l'assurance et la sécurité de l'emploi. Il faudra également prévoir des programmes et des moyens d'enseignement pour les nouveaux cours.

- Que pense entreprendre la DIP à la suite de l'acceptation du postulat Baumann concernant la fumée dans les écoles?

Urs Kramer insista sur le fait que, même en cas de rejet de l'initiative «Réforme scolaire» par le peuple, tous les points soulevés seront examinés sérieusement dans le cadre de la révision totale des lois scolaires. Les communes seront informées de la nouvelle situation de l'école complémentaire ménagère. Les crédits nécessaires pour les cours facultatifs sont déjà décidés. La Direction de l'Instruction publique aidera les enseignantes en économie familiale qui, durant la période transitoire, pourraient tomber dans le besoin en offrant, par exemple, des cours de perfectionnement.

Hanspeter Riesen fit remarquer que la nouvelle conception de formation des enseignantes en économie familiale, avec un élargissement des possibilités d'enseignement, correspondait mieux à la situation nouvelle et qu'elle devrait, à la longue, porter ses fruits.

Concernant la fumée dans les écoles (intervention parlementaire Baumann), Hans Ulrich Bratschi déclara que la DIP avait déjà préparé une circulaire pour les commissions d'écoles. Elle les invite à réexaminer les règlements des écoles en tenant compte de la décision du Grand Conseil. Une publication devrait paraître à ce sujet dans la Feuille officielle scolaire au début de la nouvelle année scolaire.

Arthur Reber se déclara étonné de la sympathie un peu naïve dont ont fait preuve le Grand Conseil et la presse à propos de l'initiative «Réforme scolaire: encourager au lieu de sélectionner». Il y aurait peut-être lieu, selon lui, d'examiner encore à fond si la direction envisagée est la bonne, comme cela a été dit un peu à la légère.

Urs Kramer confirma le fait qu'une certaine sympathie s'était dégagée des discussions du parlement pour les points 1 à 4 de l'initiative «Réforme scolaire: encourager au lieu de sélectionner». Tous les milieux, même le gymnase, devront discuter de manière approfondie de ces problèmes.

En ce qui concerne les cours d'appui et de rattrapage, Hans Ulrich Bratschi fit remarquer qu'une seule leçon hebdomadaire par classe coûterait à l'Etat et aux communes quelque 12 millions de francs par année. Le canton de Berne, avec les classes particulières, les classes correctives de la dyslexie et des troubles du langage, l'enseignement supplémentaire pour les nouveaux arrivés et les étrangers, etc. offre, actuellement déjà, d'importantes mesures d'encouragement pour les élèves. Le problème de la sélection scolaire est déjà en discussion depuis plusieurs années.

Indemnisation pour les maîtres de stage

Urs Rüfenacht, président de la «Fachschaft Lehrpraxis» (maîtres d'application dans les écoles normales), invita la Direction de l'Instruction publique à réexaminer les indemnités pour les maîtres de stage. L'indemnité actuelle de 50 francs par semaine ne correspond pas du tout à l'importance du maître de stage et au travail supplémentaire qui en découle. Elle n'est en aucune

mesure comparable aux indemnités pour les maîtres de stage dans les écoles secondaires ou au supplément de fonction fixé par la loi pour les maîtres d'application.

Hanspeter Riesen dit que la formation pratique professionnelle avait été revue et élargie lors de la réforme et qu'un très grand nombre de maîtres de stage était nécessaire. Il releva que c'étaient surtout les écoles normales de la région de Berne qui avaient des difficultés à trouver des maîtres de stage en suffisance. L'indemnisation actuelle, qui n'a pas été modifiée depuis plus de dix ans, doit être réexaminée.

Le directeur de l'Instruction publique donna l'assurance qu'une nouvelle solution serait recherchée. Moritz Baumberger remercia la DIP de cette bonne volonté manifestée.

Indemnité de remplacement pour les logopédistes

André Lüthy, président de la Société bernoise des logopédistes, fit part des difficultés à trouver des remplaçants pour l'enseignement correctif du langage dans les écoles. Il y a d'une part peu de logopédistes formés. D'autre part, les remplacements ne sont pas très attrayants, les normes étant sensiblement en dessous de celles pour les traitements des cas d'invalidité. Dans l'enseignement individuel, il arrive fréquemment que des heures tombent, ce qui entraîne une perte de gain pour les logopédistes ou leurs remplaçants. L'allocation de fonction pour logopédistes n'est pas prise en considération dans les décomptes pour les remplacements. Ce supplément devrait être augmenté.

Hans Ulrich Bratschi montra les retombées de telles corrections: des demandes semblables pourraient également être faites pour les remplacements dans les classes particulières, dans les classes de perfectionnement et dans les classes de pratique, pour les maîtres d'application, les maîtres de gymnastique, etc. La Direction de l'Instruction publique doit rechercher, à l'intention des communes, une solution simple et supportable, n'entraînant pas de nouvelles complications administratives. En ce qui concerne les cas d'invalidité, une nouvelle réglementation doit être envisagée en relation avec la nouvelle répartition des charges entre la Confédération et les cantons. Nous manquons malheureusement d'une institution bernoise qui pourrait former un nombre suffisant de logopédistes. En ce qui concerne les leçons qui tombent, Hans Ulrich Bratschi rappela les prescriptions qui prévoient, si possible, la formation de groupes pour l'enseignement spécialisé.

Urs Kramer releva que les normes en vigueur pour les remplacements étaient, dans le canton de Berne, relativement élevées en comparaison avec celles appliquées dans les autres cantons. Il ajouta qu'une augmentation des tarifs ne résoudrait pas, à elle seule, le manque de logopédistes formés, qu'il serait, à l'heure actuelle, difficile de convaincre le gouvernement d'envisager une augmentation et qu'à l'avenir les cas particuliers d'invalidité devraient être réglés différemment.

André Lüthy déclara que le problème des tarifs pour les cas d'invalidité était complexe et dépassait de loin le cadre scolaire. Il ajouta qu'il fallait s'opposer à l'enseignement en groupes comme règle générale.

Hans Ulrich Bratschi exprima sa compréhension pour la requête des maîtres de l'enseignement correctif du langage. Il dit toutefois qu'il y avait peu d'espoir de la voir

aboutir en raison des conséquences qu'elle entraînerait pour les autres catégories d'enseignants. Il insista encore sur le fait que les contributions AI n'étaient pas versées aux communes dans le cadre de la répartition des charges, mais directement aux logopédistes.

Moritz Baumberger fit remarquer qu'il n'était pas possible de traiter d'une manière particulière un groupe d'enseignants isolés, qu'une demande d'augmentation du salaire réel déposée par les associations du personnel était examinée actuellement et qu'il y aurait lieu de revoir les conditions d'engagement des enseignants en relation avec la révision totale des lois scolaires.

Coordination scolaire

En relation avec la votation du 6 juin sur la coordination du début de l'année scolaire, Arthur Reber, président de la Société des professeurs de gymnase, invita la Direction de l'Instruction publique à donner des renseignements sur ses intentions concernant le moment des examens de maturité et la durée des études gymnasiales. Il déclara que le manque de clarté actuelle provoquait chez les maîtres de gymnase un mouvement d'hostilité face à la loi sur la coordination. Une solution devrait être trouvée pour les élèves doués, sans prolongement de la scolarité.

Urs Kramer confirma que des contacts réguliers avaient lieu entre les Directions de l'Instruction publique des cantons de Berne et de Zurich et que les questions soulevées seraient examinées. Il ajouta que le canton de Berne devait trouver sa réglementation définitive dans le cadre de la révision des lois scolaires. La loi sur la coordination qui sera soumise au peuple au mois de juin ne change rien aux problèmes existants.

Arthur Reber se déclara non satisfait de la réponse.

Formation de maître primaire pour les porteurs de maturité

Arthur Reber dit avoir été informé que sur les 45 bacheliers annoncés 18 seulement auraient été acceptés pour le cours de formation ayant débuté en automne 1981 et que de très bons élèves auraient été refusés. Il demande si la DIP désavantage la formation des enseignants par la voie de la maturité.

Hanspeter Riesen expliqua d'abord que l'information était inexacte. Durant les dernières années, sur les 27/25/25 bacheliers inscrits, 15/16/15 ont été admis dans les cours de formation à Berne ou à Bienne. En vertu des nouvelles directives, la maturité fédérale reconnue doit être acceptée sans réserve. Il y a toutefois lieu de continuer à examiner les aptitudes professionnelles en ce qui concerne, par exemple, les domaines artistiques et la langue maternelle. Les expériences faites avec la conception de la formation elle-même et avec les porteurs d'un certificat de maturité formés jusqu'à présent comme enseignants primaires se sont révélées positives.

Arthur Reber se déclara satisfait des renseignements obtenus et présenta un autre problème:

Les congés de perfectionnement

Les enseignants qui ont eu la chance d'obtenir un congé de perfectionnement sur la base de l'article 13 du décret sur le perfectionnement du corps enseignant ne tarissent pas d'éloges. La disposition qui prescrit la présentation du programme une année avant le début de congé provoque cependant des difficultés. Il est en outre gênant qu'un tel congé ne soit accordé qu'à partir de la onzième

année d'enseignement et jusqu'à dix ans avant la retraite. Les limites d'âge devraient être réduites de moitié.

Urs Kramer déclara que la DIP, en raison des importantes dépenses liées à cette sorte de perfectionnement, avait été contrainte de charger les centres de perfectionnement d'élaborer un catalogue de critères afin d'avoir une base uniforme de jugement et de décision. De petites dérogations en relation avec les limites d'âge sont toutefois possibles, dans des cas exceptionnels. La DIP, dans ses décisions, considère avant tout l'intérêt de l'école.

Arthur Reber mit en garde la DIP contre le fait de ne reconnaître le perfectionnement que dans des cours qui peuvent être testés. Il importerait, chez les enseignants dans la cinquantaine avancée, selon les circonstances, de pouvoir simplement faire une pause dans leur activité professionnelle. Le catalogue des critères devrait d'autre part être mis en consultation.

Urs Kramer affirma qu'il ne s'agissait que d'un papier interne à l'administration, destiné à permettre aux responsables de traiter de manière uniforme les propositions des centres de perfectionnement.

Moritz Baumberger exprima le vœu que ce soit la qualité du programme de perfectionnement qui soit prépondérante et non n'importe quelle condition personnelle et que, de cas en cas, les critères de jugement soient réexaminés.

Cours J+S

Hansulrich Wyler, président du Comité directeur de la SEB, fit remarquer que certaines commissions scolaires avaient refusé les congés nécessaires pour la participation

des enseignants à des cours de moniteurs J+S. La réglementation publiée dans la Feuille officielle scolaire du 1^{er} décembre 1981 a provoqué bien des discussions parmi les enseignants concernés. Certains cours importants pour l'école ne peuvent avoir lieu que durant le temps d'enseignement.

Roland Müller expliqua que les dispositions critiquées n'avaient pas été modifiées depuis 1975 et qu'elles ne prévoyaient aucun changement dans la pratique. Il ajouta que cette réglementation avait été élaborée avec l'Office J+S.

Yves Monnin ajouta que certaines commissions se montraient réticentes à accorder les congés nécessaires en raison des nombreux congés de perfectionnement.

Urs Kramer admit que les écoles de langue française étaient particulièrement chargées en ce qui concerne le perfectionnement. La compétence d'accorder les congés appartient aux commissions. Il y a toutefois lieu de mieux les informer sur les buts du perfectionnement.

Pour conclure, le directeur de l'Instruction publique remercia les participants de la franchise dont ils avaient fait preuve tout au long de la discussion. Il releva la valeur pour l'école de cette collaboration constructive entre les organisations d'enseignants et l'administration.

La prochaine rencontre aura lieu le 17 mai 1982.

Le présent rapport a été soumis à l'approbation des participants à la rencontre avant sa publication.

Secrétariat de la SEB: *Moritz Baumberger*
Adaptation française: *Yves Monnin*

Redaktion: Hans Adam, Olivenweg 8, 3018 Bern/Postfach, Telefon 031 56 03 17 (evtl. über 037 39 21 86 erreichbar).

Alle den Textteil betreffenden Einsendungen, ob für die Schweizerische Lehrerzeitung oder das Berner Schulblatt bestimmt, an die Redaktion.

Bestellungen und Adressänderungen an das Sekretariat des BLV, Brunnigasse 16, 3011 Bern, Telefon 031 22 34 16, Postcheck 30-107 Bern.

Redaktor der «Schulpraxis»: H.-R. Egli, 3074 Muri bei Bern, Breichtenstrasse 13, Telefon 031 52 16 14.

Druck: Eicher & Co., Postfach 1342, 3001 Bern.

Rédaction pour la partie française: Yves Monnin, secrétaire adjoint SEB, Brunnigasse 16, 3011 Berne, téléphone 031 22 34 16.

Prière d'envoyer ce qui concerne la partie rédactionnelle (y compris les livres) au rédacteur.

Pour les changements d'adresses et les commandes, écrire au Secrétariat de la SEB, Brunnigasse 16, 3011 Berne, téléphone 031 22 34 16, chèques postaux 30-107 Berne.

Impression: Eicher & Co., Case postale 1342, 3001 Berne.